

dajaloo

ensemble avec les paysans

n° 49 avril 2016

BIMESTRIEL - ne paraît pas
en août et novembre

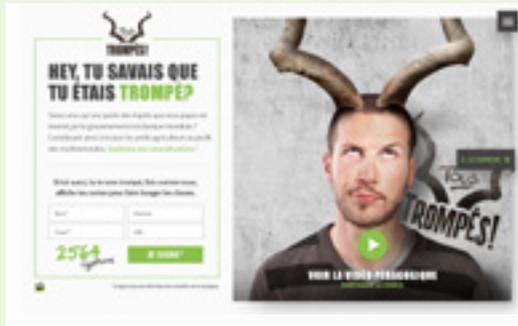


Rue aux Laines, 4
1000 Bruxelles
n° d'agrément : P601176

“La Belgique et la Banque mondiale soutiennent l'agriculture familiale”



- pp. 5-6: **La Banque mondiale : qui est-elle et que fait-elle ?**
- pp. 7-8: **Belgique et Banque mondiale : des liens controversés**
- pp. 9-10: **Tous trompés : les revendications de la campagne 2016**
- pp. 11-15: **Le vrai visage des financements de la Banque mondiale : 3 cas concrets**
- p. 16: **Appel à la mobilisation, on a besoin de vous !**



← Les institutions internationales sont trop peu ciblées par les campagnes des ONG. SOS Faim relève le défi avec sa campagne « Tous trompés! ».

[édito]

On a tous les cornes... Cocus et pas contents!

Vous connaissez l'expression « avoir les cornes » ? En d'autres termes, être cocu/cocue? Et bien c'est un peu ce que nous sommes tous ! Pourquoi ? Parce que l'État belge nous trompe. L'explication sur notre nouvelle campagne de mobilisation dans cet édito.

Pourquoi l'État nous trompe ? D'un côté, il se positionne dans sa politique de coopération au développement en faveur de l'agriculture familiale et durable en vue d'améliorer la sécurité alimentaire. D'un autre côté, il est un important actionnaire de la Banque mondiale (BM) et lui octroie des financements. Et pas qu'un peu puisque la BM reçoit environ 130 millions d'euros chaque année de la Belgique.

Jusque là, ça va. Sauf que lorsqu'on y regarde de plus près, on se rend compte que la BM soutient de plus en plus des projets qui non seulement ne ciblent pas les agriculteurs familiaux, mais pire encore, qui les anéantissent. Il y a donc un décalage entre le discours et les actes.

SOS Faim a décidé de s'emparer de cette question qui sera au cœur de sa campagne de mobilisation 2016. Les institutions internationales et la coopération multilatérale sont souvent éloignées des citoyens, et de ce fait trop peu ciblées par le travail de campagne des ONG...

SOS Faim veut relever ce défi, non pas en montant à Washington pour attaquer de front la BM (dont le fonctionnement et la vision mériteraient pourtant d'être révisés), mais en incitant la Belgique à revoir ses modalités de participation et soutien à la BM (voir l'explication p. 7-8). Jusqu'à présent, elle finance à l'aveugle et sans conditions la BM. Elle siège dans les instances décisionnelles et ne rend pas compte de sa position. Nous sommes en droit, en tant que citoyens belges et société civile, de revendiquer plus de transparence et plus de cohérence. Car c'est vous, c'est moi qui finançons ces projets entre autres, avec l'argent de nos impôts. Pour retrouver l'ensemble de nos revendications, rdv p. 9 et 10.

Et quels projets ! Vous trouverez p. 11 un aperçu des études de cas réalisées au Sénégal, au Burkina Faso et au Bénin qui démontrent le fait que la BM finance surtout des projets qui favorisent une agriculture de type agrobusiness.

Mais la légitimité de notre démarche n'a de sens que si elle est portée par des citoyens et citoyennes. Cette fois encore nous avons besoin de vous pour vous mobiliser à nos côtés, découvrez p. 16 sous quelle forme.

> Pour celles et ceux qui ne reçoivent pas encore Dajaloo...

Vous souhaitez garder le contact avec SOS Faim ? Abonnez-vous en vous adressant à cra@sosfaim.org, ou à SOS Faim – Dajaloo, rue aux Laines 4, 1000 Bruxelles.

Ed. resp. : Olivier Hauglustaine
SOS Faim asbl
Rue aux Laines 4
1000 Bruxelles
T 02/548 04 70
F 02/514 47 77
cra@sosfaim.org
www.sosfaim.org

CCP : BE83 0000 0000 1515
BIC : BPOTBEB1

Réalisé avec le soutien de la DGD



Comité éditorial :

Virginie Pissoort, Fanny Gosset, Fanny Warsztacki, Nathalie Louveaux, Maïté Vanvaeck, Louise Balfroid, Hélène Coppens, Clémentine Rasquin, Virginie Coenart

Comité de relecture :

Virginie Pissoort, Clémentine Rasquin, Annabel Maisin

Crédits photos :

Fotokostic (p. 1),
SOS Faim (p. 2, 3, 4, 5, 7, 16),
Titom (p. 6, 9), Oakland Institute (p. 6),
CNCD (p. 8), Astm.Ju (p. 10),
BagréPôle (p. 11),
Gabriel Rinaldi (p. 14),
PADA (p. 15)

Hunger Race: on compte sur vous!

La dernière ligne droite est lancée pour Hunger Race, il est temps de vous inscrire ! Et pour ceux qui hésitent encore, voici quelques bonnes raisons de vous lancer dans l'aventure !

Dans le dernier Dajaloo, nous vous présentions Hunger Race, le défi sportif par équipe de quatre organisé par SOS Faim. Il reste à peine 100 jours avant le départ de la course et on compte toujours sur vous ! Outre le beau challenge sportif qui vous attend, cet événement sera l'occasion de partager un chouette moment entre amis.

Récolter 350 euros ? Facile !

Vous pourrez, de plus, soutenir nos projets puisque chaque équipe inscrite s'engage à récolter 1400 euros. Vous êtes tenté, mais cette collecte vous effraie un peu ? Pas de panique ! Récolter 350 euros par personne n'est pas un objectif insurmontable. En plus, tout don égal ou supérieur à 40 euros donne droit à une attestation fiscale. Ainsi un don de 40 euros ne coûte, à celui/celle qui vous soutient, réellement que 22 euros. Il vous suffit donc de trouver 9 personnes prêtes à vous donner 22 euros et vous aurez atteint votre objectif ! L'équipe de Hunger Race met aussi un tas de bons plans à votre disposition sur son site. E-mail type, organisation d'événement, témoignages, etc., vous trouverez de quoi vous inspirer et booster votre récolte.



Un entraînement sur mesure

Hunger Race est un beau défi sportif avec au programme un trail de 30 km, un parcours d'échelles, une descente en tyrolienne, du kayak, etc. Si ces épreuves promettent des moments forts entre coéquipiers, elles demandent tout de même un entraînement en amont. Vous trouverez sur notre site un espace coaching avec plein de conseils sur la préparation physique, l'alimentation, le matériel, etc. Vous voilà donc armés pour vous inscrire à Hunger Race en toute sérénité ! Alors n'attendez plus et rejoignez vite l'aventure.

> **Virginie Coenart,**
Community Manager

← Il reste à peine 100 jours avant le départ de la course et on compte toujours sur vous !

La première édition de Hunger Race se déroulera les 9 et 10 juillet à Rochehaut (près de Bouillon).

[www](http://www.hunger-race.be)

Vous voulez vous inscrire, devenir bénévole ou en savoir plus sur l'événement ?
Rendez-vous sur notre site
www.hunger-race.be

24h entre bénévoles : retour sur ce rendez-vous annuel

Cette année, c'est le petit village de Wijgmaal qui accueillait la 3^e édition du week-end des bénévoles de SOS Faim. Notre moteur ? L'envie d'en savoir davantage sur les actions de SOS Faim et les enjeux actuels du secteur des ONG. Au programme de ces 24h, des activités qui nous ont permis d'approfondir nos connaissances de façon participative et de réfléchir à des pistes de mobilisation. Tout cela dans la joie et la bonne humeur !



Pour bien commencer ces 24 heures, rien de tel qu'un petit jeu suivi d'un repas « auberge espagnole ». Ce repas nous a aussi permis de faire connaissance puisque le groupe était constitué d'anciens et de nouveaux bénévoles.

Ensuite, place aux premiers ateliers. Jean-Jacques Grodent, responsable du Service information/éducation, a mis en lumière les enjeux actuels du secteur des ONG et son évolution à travers le temps. De son côté, Claire Stoeckel, responsable des partenariats en Amérique latine, a exposé les défis

de l'agriculture familiale en présentant le travail de SOS Faim dans le Sud et en l'illustrant par des cas concrets en Bolivie.

Second moment de formation de l'après-midi : « Navatane ». Un jeu de rôle au cours duquel chaque participant se glisse dans la peau d'un agriculteur. Plus qu'emballé, le groupe s'est rapidement pris au jeu pour ensuite débriefer sur les grands enjeux du secteur agricole. En début de soirée, deux bénévoles, Adeline et Maïté, ont animé un atelier culinaire pour apprendre à préparer des tartinades végétales. Une délice ! Et pour achever cette journée intense, des activités ludiques comme un jeu de mimes qui nous a valu de nombreux éclats de rire !

Dimanche matin, nous avons échangé sur notre engagement en tant que bénévole. Plusieurs pistes d'action et de réflexions ont été évoquées, toutes plus stimulantes et inspirantes les unes que les autres. J'attends avec impatience la prochaine édition !

> **Fanny Gosset**, bénévole

Envie de rejoindre notre réseau de bénévoles ?

Envoyez un mail à Annabel (ama@sosfaim.org) qui vous proposera une rencontre pour analyser vos attentes et vous expliquer les différents types d'investissement possibles.

La Banque mondiale : qui est-elle et que fait-elle ?



Évolution de sa mission

Lors de sa création, la Banque mondiale (BM) avait pour objectif de soutenir le processus de reconstruction et de développement d'après-guerre. Son mandat a pris un tournant lors de la période de décolonisation des années 60 en vue de soutenir la croissance économique des pays en développement (PED) en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Entre 1970 et 1980, l'attention de la BM s'est portée sur l'éradication de la pauvreté. Cet objectif ambitieux l'a amenée à soutenir des projets axés sur l'humain et plus seulement sur le développement d'infrastructures.

Mise en œuvre : programmes d'ajustement structurel

Pour atteindre ses objectifs, la BM offrait une assistance tech-

nique et des conseils stratégiques. Elle octroyait en outre des prêts dont l'intérêt est faible, voire nul. En réalité, ces avances financières n'étaient pas dénuées de conditions. À partir des années 80, la BM met en place des programmes d'ajustement structurel (PAS). Il s'agissait d'ajuster les économies des PED au marché mondial. Comment ? En réduisant les interventions de l'État et en libéralisant presque tous les secteurs de l'économie, entre autres l'agriculture.

Cette conception néolibérale a des conséquences dramatiques sur les populations des PED : accroissement de la pauvreté et de la dette, corruption omniprésente, difficulté d'accès aux soins de santé, à l'éducation. Début des années 2000, la BM met fin aux PAS en réponse à de nombreuses critiques issues d'horizons multiples.

Carte d'identité



THE WORLD BANK

Date et lieu de naissance:

27 décembre 1945
Bretton Woods, États-Unis

Constitution:

Institution spécialisée de l'ONU, la Banque mondiale est constituée de 5 filiales dont les plus importantes sont: la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l'Association Internationale de Développement (AID), mais surtout depuis quelques années, la Société Financière Internationale (SFI).

Mandat:

Mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

Présidence:

Jim Yong Kim, nommé en 2012 par le gouvernement américain pour un mandat de 5 ans.

Gouvernance:

188 nations membres. Ces pays sont représentés par un Conseil des Gouverneurs, organe de décision suprême. Les gouverneurs sont en général les ministres des pays membres ou les gouverneurs des banques nationales.

Ressources:

Contribution des pays membres et emprunts sur les marchés financiers.

→ Selon la Banque mondiale, la solution pour éliminer la pauvreté viendra forcément de la croissance et de l'ouverture au marché mondial.



Développement agricole : la Banque mondiale modernise de vieilles recettes

La vision de la BM n'a cependant pas changé. Sa conviction est que la solution pour éliminer la pauvreté viendra forcément de la croissance et de l'ouverture au marché mondial.

Dans cette perspective, elle a mis en place un outil pour promouvoir les investissements privés dans les PED : le classement annuel *Doing Business (DB)*. Il évalue pour les investisseurs les pays dans lesquels l'environnement est le plus favorable aux affaires. De ce classement est issu un autre indicateur : *Enabling the Business of Agriculture (EBA)*. Dans la lignée du *DB*, il s'agit d'une grille d'analyse qui vise à identifier les règlements, politiques et infrastructures qui encadrent le secteur agricole. Sur son site internet, la BM le décrit comme « un outil fondé sur des données concrètes qui peut être utilisé pour favoriser un environnement propice à l'implantation et au développement des entreprises agroalimentaires locales et régionales ».

Et elle ajoute : « Notre objectif est clair. Les agriculteurs à petite, moyenne et

grande échelle doivent avoir accès aux nouvelles opportunités lucratives de marché ». Avec ces mécanismes, la BM néglige toutefois complètement l'importance de l'agriculture familiale. Au contraire, elle amplifie la présence et la puissance de l'agro-industrie et des entreprises privées. Encouragée par la BM, l'Éthiopie a par exemple cédé des milliers d'hectares à des sociétés étrangères dont l'objectif est d'exporter la production au détriment de l'agriculture locale et de l'environnement. Un exemple parmi tant d'autres.

Comme le souligne SOS Faim, les mesures prises en faveur des investisseurs de l'agrobusiness coïncident rarement avec les préoccupations locales et particulièrement celles des petits agriculteurs familiaux. Les effets dévastateurs de sa politique ont été amplement dénoncés par la société civile. Critique d'autant plus insoutenable que la BM est un acteur influent sur la scène internationale que les bailleurs de la Communauté internationale suivent comme des moutons de Panurge. La BM pourra-t-elle encore longtemps rester sourde et aveugle ?

> **Nathalie Louveaux**, bénévole

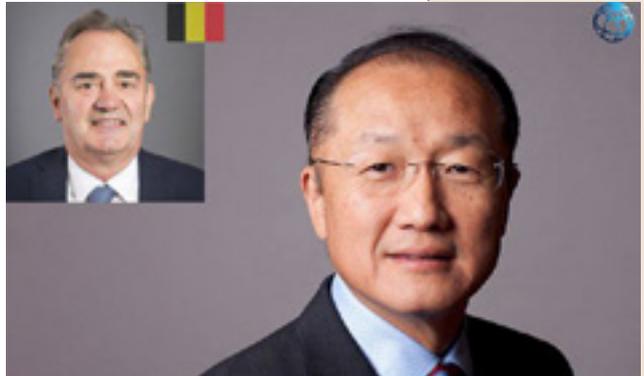
Belgique et Banque mondiale: des liens controversés

Grâce à son rôle historique dans la création de la Banque mondiale (BM) et sa large contribution financière, la Belgique dispose d'un pouvoir influent dans les deux grandes instances de décision de l'institution. On observe par contre un manque de communication sur ses positions et une incohérence entre les priorités de la BM et les positions belges. Ce qui fait l'objet de vives critiques.

La Banque mondiale (BM) possède deux organes de décision. Le **Conseil des Gouverneurs** est la plus haute juridiction de l'institution. Il réunit un représentant par État membre, soit 188 Gouverneurs, et se réunit deux fois par an en avril et en octobre. C'est le Ministre des Finances qui représente la Belgique au sein de ce Conseil.

La seconde instance de pouvoir est le **Conseil des Administrateurs**. Sa mission est de prendre les décisions quotidiennes. Il se réunit deux fois par semaine et est composé de 25 personnes appelées « directeurs exécutifs ». Ceux-ci représentent généralement plusieurs pays membres. Cependant, certains pays, en raison de leur importante contribution financière, disposent de leur propre administrateur ¹.

La Belgique est membre d'une « constituency » (groupe électoral d'États membres) qui regroupe neuf autres pays : l'Autriche, la Biélorussie, la Hongrie, le Kosovo, le Luxembourg, la République tchèque, la Turquie, la Slovénie et la République slovaque. Étant donné le poids économique important de la Belgique, c'est elle qui a été mandatée par cette « constituency » pour la représenter au Conseil des Administrateurs, en tous cas pour la période 2014 à 2018.



Chaque contribuable belge finance la BM à hauteur de 20€!

Le financement de la BM s'inscrit dans la coopération multilatérale de la Direction Générale de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire (DGD). La politique de coopération de la DGD s'exerce à plusieurs niveaux :

- la coopération gouvernementale (aide d'État à État)
- la coopération non gouvernementale (aide à des organisations non étatiques. Ex : ONG ou aide humanitaire)
- la coopération multilatérale (Nations unies, BM...).

↑ À travers Franciscus Godts, la Belgique siège au Conseil des Administrateurs de la BM à côté notamment de Jim Yong Kim, le président.

¹ Les pays qui possèdent leur propre administrateur sont : les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Chine, la Russie, le Japon et l'Arabie Saoudite.

En 2014, la DGD a octroyé 128 millions d'euros à la Banque mondiale ², l'équivalent de 20 euros par contribuable. La Banque mondiale est le plus grand bénéficiaire de la coopération belge au développement.

Manque de cohérence et de transparence : la Banque mondiale doit rendre des comptes !

Face au financement important de notre pays à la BM et compte tenu du rôle qu'il joue au sein de ses instances décisionnelles, la société civile est en droit de connaître les positions que la Belgique défend au sein de la BM sur des projets à financer ou sur les stratégies de la BM comme le Doing Business ou les safeguards ³. Pourtant, la Belgique se montre peu bavarde... et officiellement elle n'est pas tenue de rendre des comptes au Parlement ou à la société civile.

La BM est une banque de développement et c'est logiquement dans les budgets de la DGD que sont logées les contributions à la BM. Cependant, c'est le Ministre des Finances qui siège au Conseil des Gouverneurs et non celui de la Coopération belge au développement, première incohérence.

Une deuxième incohérence réside au niveau des priorités de la BM, par rapport à celles définies par la Belgique dans le secteur agricole. En effet, la Belgique s'est dotée en 2011 d'un cadre stratégique dans le secteur agricole, qui cible très clairement l'agriculture familiale. Or la BM favorise davantage des projets d'agrobusiness. Ainsi, notre pays se rend coupable d'incohérence par rapport aux objectifs qu'il s'est fixés.

Enfin, la BM est financée par de l'argent public. Toutefois, les positions et décisions belges, au sein du Conseil des Gouver-



neurs et du Conseil des Administrateurs, ne sont soumises à aucune directive ni contrôle démocratique. Ce qui leur donne une totale liberté, sans aucun filet démocratique. Le fait que les débats soient à huis clos au niveau des instances décisionnelles de la BM ou que toute position prise au sein de la « constituency » doit être négociée avec les neuf autres pays de son groupe ne sont pas des arguments suffisants pour échapper au contrôle démocratique.

Des réformes s'imposent

Face à ce manque de transparence et aux incohérences, des réformes sont nécessaires. Il importe d'obtenir un meilleur contrôle démocratique sur les positions belges au sein de la BM et s'assurer que ces positions soient conformes aux engagements nationaux et internationaux pris par la Belgique.

> **Maité Vanvaeck**, bénévole

→ La Belgique se montre peu bavarde sur la destination des fonds octroyés à la Banque mondiale mais aussi sur la position de ses représentants au sein de l'institution.

² CNCD 11.11.11, (2015), Rapport 2015 sur l'aide belge au développement, Bruxelles, p.45

³ Les safeguards visent à établir des exigences minimales en vue de réduire ou éliminer le risque de préjudices sociaux et environnementaux causés directement par les activités financées par la Banque mondiale.

Tous trompés : les revendications de la campagne 2016

Environ 10% du budget de la coopération belge est octroyé à la Banque mondiale (BM), ce qui en fait le principal bénéficiaire de l'aide au développement. Cependant, bien qu'elle brandisse le slogan « Working for a world free of poverty », les exemples montrant l'impact négatif de cette Banque sur l'agriculture familiale du Sud sont nombreux.

La note stratégique qui guide la coopération belge en matière d'agriculture marque un positionnement clair en faveur de l'agriculture familiale et du respect des droits de l'homme. Dans ce cadre, la Belgique reconnaît le rôle fondamental du renforcement de l'État et des organisations paysannes dans les pays partenaires et place la mise en œuvre de ses activités dans une perspective de développement durable et de respect de l'environnement.

La BM, de son côté, prône un modèle agricole commercial, basé sur l'agrobusiness et l'agriculture sous contrat. Sa stratégie vise à encourager les investissements directs étrangers, notamment à travers la mise en place de classements comme le « Doing Business » (DB) qui note les pays en fonction de la façon dont leurs lois favorisent ou non le « climat des affaires » et le Enabling the Business of Agriculture (EBA), qui note les pays sur le climat des affaires dans le secteur agricole, mais aussi directement à travers la SFI, sa filiale qui octroie des financements aux acteurs du secteur privé pour investir dans les pays en voie de développement. Cela entraîne, dans les pays en développement, l'affaiblissement du rôle de l'État, l'accroissement de la pression sur les terres agricoles et les autres ressources naturelles. Le tout aux dépens des communautés locales et de l'environnement.



← Les agissements de la Banque mondiale semblent quelque peu éloignés de son objectif initial qui est d'œuvrer pour lutter contre la pauvreté.

Incohérent ? En effet. Mais que savons-nous des positions que défend notre pays au sein de cette « banque de développement » ?

Comme expliqué dans l'article précédent, pas grand chose ... C'est là où le bas blesse. Les positions et les décisions de la Belgique au sein de la BM ne font l'objet d'aucune directive et d'aucun contrôle démocratique. Les citoyens et la société civile n'ont dès lors aucune prise sur ce qui se passe au sein de cette grosse machine qu'est la BM.



↑ Le manque de transparence et l'incohérence de la Belgique doivent être dénoncés. C'est l'objet de la campagne portée par SOS Faim « Tous trompés ».

Nos revendications

Ce manque de transparence et l'incohérence de la Belgique doivent être dénoncés. C'est l'objet de la campagne portée par SOS Faim « Tous trompés ».

Dans ce cadre, nous adressons les revendications suivantes à la Belgique :

→ Nommer le Ministre de la Coopération au Développement comme représentant au sein de la BM en lieu et place du Ministre des Finances.

En pratique, il s'agirait d'établir un accord entre ces deux ministères et de poursuivre par la révision de l'Arrêté Royal qui fixe la compétence ministérielle.

→ Préciser et communiquer la politique d'intervention de la Belgique au sein de la BM dans le cadre de la loi sur la coopération belge (loi qui précise les objectifs et les principes de la coopération belge au développement).

Ceci peut être mis en place à travers l'élaboration et l'application d'un plan

de travail fixant les priorités et la stratégie de la Belgique, en cohérence avec ses engagements nationaux et internationaux (droits de l'homme, sécurité alimentaire, agriculture familiale, genre, etc.). Ce plan de travail fixerait les modalités de contrôle démocratique des positions défendues par la Belgique au sein de la BM, notamment à travers une audition au Parlement fédéral préalable aux rencontres annuelles de la BM et la restitution de ces rencontres aux parlementaires et à la société civile. Il devrait être élaboré suite à une consultation des experts et de la société civile et devrait être approuvé par le Parlement Fédéral.

De façon plus ciblée, en matière de sécurité alimentaire et lutte contre la faim, SOS Faim revendique :

- Une communication vers la BM qui fait part des inquiétudes de la société civile vis-à-vis des instruments de notation des pays, comme les indicateurs *Doing Business, Enabling Business for Agriculture* et autres indicateurs d'évaluation des politiques agricoles et d'investissement. Cette crainte est justifiée par le fait qu'ils favorisent un système de production agricole conduisant à l'accaparement et l'exploitation des ressources, au détriment des paysans.
- La défense prioritaire de l'agriculture familiale et des organisations paysannes au sein des instances décisionnelles de la BM.

Ces informations vous interpellent et vous avez envie d'agir avec nous ? Alors, rendez-vous à la page 16 pour connaître les actions prévues pour cette campagne.

> **Fanny Warsztacki**, bénévole

Le vrai visage des financements de la Banque mondiale : 3 cas concrets

Bénin, Burkina Faso et Sénégal : SOS Faim a mené l'enquête dans ces trois pays africains pour analyser quelques cas concrets d'investissement de la BM et leurs impacts sur l'agriculture. Qu'ont-ils découvert ? Des projets qui intègrent peu le monde agricole local et favorisent l'agro-industrie au détriment de l'agriculture familiale.

Début des années 80, la BM et le Fonds Monétaire International proposent des programmes d'ajustement structurel (PAS) à près de 90 pays en difficulté financière. Vivement critiqués, ces programmes imposaient aux bénéficiaires des « conditionnalités », en contrepartie des prêts échelonnés ou octroyés (voir p.5-6). Les politiques publiques conduites par les PAS avaient pour objectif d'améliorer la compétitivité des secteurs industriel, tertiaire ou agricole du pays et de préparer leur insertion dans le **commerce international**, ce qui forcément aurait des répercussions positives sur les économies et les populations. Les prêts ont été distribués mais la croissance n'a pas été au rendez vous. Ce n'est qu'en 2000, après des années de combat de la société civile, d'académiques et d'experts que les PAS sont finalement abandonnés.

Et les investissements actuels ?

Malgré ce constat d'échec, les investissements actuels de la BM semblent toujours aller dans le même sens, suivant une logique néolibérale. Afin d'objectiver les impacts des investissements de la



BM, SOS Faim a commandité trois études de cas auprès d'experts indépendants, que vous pouvez retrouver sur le site www.toustrompés.be. En voici un résumé suivi d'une courte analyse que nous avons pu en faire.

↑ Le Projet Pôle de Croissance de Bagré au Burkina Faso est financé à hauteur de 115 millions \$ par la Banque mondiale.



SÉNÉGAL

Nom

PDIDAS (Projet pour le Développement Inclusif Durable de l'Agrobusiness au Sénégal). Initiative du gouvernement sénégalais financée par la BM.

Financement BM

Prêt de 80 millions \$ venant de la BM.

Date

Lancé en juin 2014 pour une durée de six ans.

Objectifs

- développer une agriculture commerciale et inclusive : « une agriculture qui tient compte à la fois de la petite exploitation familiale et de la sécurisation des investissements privés ».
- promouvoir la croissance et l'emploi par l'augmentation des investissements productifs privés dans les filières agricoles.

Analyse

Les ambitions du projet semblent contradictoires. Comment à la fois encourager les investissements privés dans l'agriculture et sécuriser les droits de la petite exploitation familiale ?

Effets – résultats

- Le PDIDAS est planifié sur des zones classées au domaine national. Dans ces zones, les entreprises ne sont pas éligibles à l'affectation de terres. L'État contourne les règles pour permettre au projet de s'établir sur ces zones.
- Ces zones sont occupées par des populations locales qui exercent leurs activités agrosylvo-pastorales.
- Au niveau environnemental, des risques d'érosion des sols, de dégradation et de pollution de l'eau, de perte de biodiversité liée à l'usage des pesticides et engrais sont à noter.
- Au niveau social, de tensions liées à l'occupation des terres sont observées.
- La société civile n'a été associée que tardivement au projet et uniquement comme « observateur » parce qu'elle s'est mobilisée pour être entendue.
- Suite à cette implication de la société civile, entre autres du CNCR partenaire de SOS Faim, un processus de négociation a été engagé avec les populations locales.
- Depuis plus de 2 ans, malgré les financements dégagés par la BM dont bénéficient déjà les gestionnaires du projet au niveau du gouvernement, le projet patine.
- Finalement face à un projet présenté de façon idyllique par les autorités mais qui reste dans les tiroirs, les investisseurs privés finissent par court-circuiter le projet et conquérir des terres, en dehors de la mise en œuvre du PDIDAS, et les populations locales s'impatientent.

→ Au Bénin, le Projet d'Appui à la Diversification Agricole (PADA) est une initiative conjointe du gouvernement béninois et de la BM.



BÉNIN

Nom

PADA (Projet d'Appui à la Diversification Agricole). Initiative issue conjointement du gouvernement béninois et de la BM.

Financement BM

46 millions \$

Date

2011-2016

Objectifs

- Faciliter l'accès aux techniques agricoles améliorées
- Faciliter l'accès à de meilleures pratiques de production, transformation et commercialisation

Analyse

Ce projet marque une avancée par rapport à ceux proposés auparavant. Pour la première fois, les acteurs concernés, notamment la PNOPPA (Plateforme Nationale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles du Bénin) se sont imposés pour faire partie des négociations. Selon Martin Houndonougbo, Secrétaire Général Adjoint du MAEP (Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche), « face à notre intransigeance, les experts de la BM ont compris que les choses ont évolué et que nous ne sommes plus prêts à mettre en œuvre des projets conçus depuis Washington ».

Effets – résultats

Un projet intégré avec les acteurs de la société civile ? En théorie oui, mais pas toujours sur le champ...

- PADA permet de soutenir des producteurs agricoles issus de quatre filières : le riz, l'ananas, l'anacarde et le poisson avec l'objectif d'aller vers une plus grande diversification de la production agricole.

 Gabriel Kouglbléno, chef de service finance rural du PADA : « *Nous sommes dans la dynamique de l'entrepreneuriat agricole où l'agriculture est conçue comme un business. On doit pouvoir garantir la viabilité de ce business. S'il n'y a pas d'effort personnel, le jour où il n'y aura pas de subvention, cela risque de couler* ».

- Lourdeurs administratives : pour les producteurs agricoles, il reste difficile d'accéder aux services du PADA et donc d'être bénéficiaire.

 Un pisciculteur explique : « *Au PADA, tout se passe comme si nos exploitations étaient des entreprises. Nos fermes sont des exploitations familiales et très peu de chefs d'exploitation ont le niveau requis pour s'adonner à un travail administratif tel que requis par les exigences du bailleur. En réalité pour être dans les normes, il faut recruter un technicien. Mais sur quelle ressource ?* ».

- Le PADA finance un peu moins d'un micro-projet sur 5 proposé par des producteurs. Les résultats restent donc encore limités. Gabriel Kouglbléno dit d'ailleurs que « pour le moment les effets ne sont pas encore très visibles. Mais les gens ont commencé par acquérir des équipements, des infrastructures agricoles et développent les premières expériences ».



BURKINA FASO

Nom

PPCB (Projet Pôle de Croissance de Bagré). Initié par le gouvernement burkinabé et appuyé financièrement et techniquement par la BM.

Financement BM

Prêt de 115 millions \$

Date

2012-2017

Objectifs

Soutenir l'investissement privé et l'agriculture familiale en vue :

- d'accroître l'activité économique
- d'accroître la productivité agricole
- de créer de l'emploi.

Analyse

Dans sa phase actuelle (2011-2017) le projet PPCB vise à soutenir l'investissement privé à travers les composantes suivantes :

- renforcement de capacité institutionnelle
- réalisation d'infrastructures
- services.

Il est prévu que ces réalisations ciblent les opérateurs et investisseurs privés, les producteurs et les petites et moyennes entreprises. Les bénéficiaires finaux seraient les ménages urbains et ruraux vivant à l'intérieur et autour du pôle de croissance, grâce à l'accroissement de la production agricole. Mais, les agriculteurs familiaux ne sont clairement pas le cœur de cible de ce projet. Concrètement les modalités du projet et de sa mise en œuvre laissent clairement de côté les agriculteurs familiaux.

Effets – résultats

- 1556 personnes sont affectées par le projet d'aménagement et sont/seront délocalisées.
- Les personnes délocalisées n'ont aucune assurance de se voir attribuer de nouvelles parcelles.
- Les modalités d'indemnisation et les montants ont été imposés aux personnes affectées et sont carrément insuffisants.

 Le président de l'union des producteurs de riz témoigne : « *J'ai 3 femmes et 7 enfants pour une superficie de 0,74 hectare seulement. Au lieu d'octroyer 100 hectares à un businessman, pourquoi ne pas nous les attribuer à nous, petits producteurs ? Nous servirons de main-d'œuvre pour ces gens, des ouvriers agricoles en quelque sorte* ».

- 77% des superficies aménagées et attribuées dans ce projet ont été allouées à des investisseurs privés. Et 60% de ces superficies sont attribuées à des investisseurs étrangers. Le Pôle de Croissance de Bagré vise à redistribuer les terres à ceux qui les rentabilisent, pas à ceux qui en vivent !

Pourquoi ces investissements de la BM sont-ils critiquables ?

Ces exemples concrets permettent de mettre en lumière plusieurs dysfonctionnements communs rencontrés par ces pays liés à l'approche inadaptée et incohérente de la BM :

1. Une minorité d'agriculteurs bénéficie réellement des programmes de développement agricole soutenus par la BM, quand ils ne sont pas carrément évincés.

Alors que les petits producteurs sont présentés comme bénéficiaires des projets financés par la BM, dans les faits ils sont très peu nombreux à pouvoir bénéficier de ses financements et services. Pourquoi ? Parce que les démarches administratives sont lourdes et coûteuses. Il faut disposer de moyens financiers et d'un certain niveau d'éducation pour remplir ces conditions, ce qui est rarement le cas des petits producteurs qui restent donc en marge de ces projets. Pour bénéficier d'un financement, le producteur doit introduire un dossier et contracter les services d'un consultant. A qui profite vraiment le financement : au producteur ou au consultant ?

2. Le monde agricole n'est pas intégré dans les projets

Que ce soit le petit producteur, une union ou une fédération qui représente à un niveau plus large le monde agricole, on observe un manque criant de leur intégration aux projets de la BM, que ce soit au niveau de la réflexion ou de sa mise en œuvre. Cela explique le décalage entre les intentions affichées par la BM et le point observé ci-dessus : rares sont les petits producteurs à en bénéficier.

Au Burkina Faso par exemple, la BM a exigé que le milieu paysan se structure en fédération qui serait alors son interlocuteur privilégié. Mais la fédération n'est pas informée du projet. Elle a déjà réclamé de faire partie

du conseil d'administration du projet Bagré pour bénéficier d'un certain pouvoir de décision mais son appel est resté sans réponse.

3. Les projets de la BM favorisent avant tout le modèle agricole industriel

Malgré les intentions affichées de soutenir l'agriculture familiale, sans mobilisation des organisations paysannes, on voit bien que les projets favorisent amplement l'agrobusiness. Au Sénégal, dans le cas du PDIDAS, la société civile n'est pas réellement écoutée et le fait de l'avoir nommée « observateur » finit par légitimer un projet qu'elle ne soutient pas.

Ces trois premières incriminations convergent finalement vers un même message : la BM dit soutenir les agriculteurs familiaux, mais ne construit pas les projets de développement avec eux. Forcément, du coup, les projets qu'elle finance ne leur bénéficient pas. Ils renforcent le modèle agricole industriel et accentue le déséquilibre.

En donnant les moyens à l'agroindustriel d'être encore plus présente et puissante, la BM participe de ce fait à déforcer le modèle agricole paysan qui est pourtant encore majoritaire en nombre et fournit une activité à près de 60 à 80% de la population dans les pays du Sud. En marge de ce système, les agriculteurs familiaux ne bénéficient pas des financements et autres services. Pire, ils sont délocalisés de leurs terres, sans garantie de relocalisation/indemnisation. Comment, dans ces conditions, croire en la promesse d'une institution qui combat la pauvreté et promeut la prospérité partagée ?

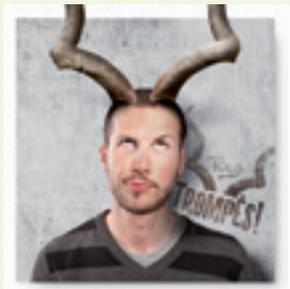
> Louise Balfroid, Héléne Coppens, Fanny Gosset, Clémentine Rasquin



WWW

L'Oakland Institute a réalisé une série d'études dans plusieurs pays : "The World Bank's Bad Business" expose les impacts négatifs des investissements de la Banque mondiale (disponible sur www.oaklandinstitute.org)

Appel à mobilisation : rendez-vous sur www.toustrompés.be !



À la lecture de ce Dajaloo vous avez envie de vous mobiliser en vue de changer les règles de financement et de participation de la Belgique à la Banque mondiale. Rendez-vous sur le site www.toustrompés.be pour soutenir la campagne 2016 de SOS Faim et comprendre ses enjeux via des vidéos, photos, études de cas, etc

Lancement de la campagne le 14 avril

Entre le 15 et le 17 avril se tiennent les réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Rassemblées à Washington, les délégations de responsables gouvernementaux, journalistes, organisations de la société civile, membres du secteur privé et du milieu universitaire... feront le point sur les activités des deux institutions⁴. C'est donc le moment opportun pour se faire entendre ! La campagne se clôturera en octobre, au moment de la rencontre d'automne du Conseil des Gouverneurs de la Banque mondiale qui se réunira une nouvelle fois en session plénière.

Comment se mobiliser ?

SIGNER



Rendez-vous sur www.toustrompés.be pour interpeller notre gouvernement ! Un travail de plaidoyer politique a plus de poids si des citoyens sont derrière les organisations qui le portent : nous avons donc besoin qu'un maximum de Belges soutienne nos revendications pour espérer être entendus.

RELAYER



- Après avoir signé, envoyez des cornes à vos amis via les réseaux sociaux pour leur dire que, eux aussi, ils sont trompés et invitez-les à découvrir pourquoi, puis à soutenir à leur tour la campagne.
- Partagez le spot de campagne et la vidéo pédagogique ainsi que les autres outils et études qui sont sur le site.

PARTICIPER



Durant ces 6 mois de campagne, SOS Faim organisera une série d'actions auxquelles vous pourrez prendre part via les réseaux sociaux (concours photos, jeux, etc.), son site web dédié à la campagne ou lors d'événements (conférences, ateliers, etc.) pour alimenter vos réflexions et ainsi pouvoir relayer la campagne à votre tour auprès de votre réseau. Que vous soyez un citoyen, un membre d'une association, un étudiant, un professeur... participez à la campagne selon vos disponibilités et envies et n'hésitez pas à faire appel à nous si vous avez une idée pour lui donner plus d'ampleur.

> **Fanny Gosset**, bénévole

Stop à la tromperie du gouvernement ! Faites tomber vos cornes : www.toustrompés.be